

✉ ISSN: 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)

🌐 <https://perspectivesplurielles.net/>



Perspectives PLURIELLES

— Revue scientifique —

ARTS, LETTRES ET LANGUES | SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES



— N°2 - Avril 2026 —

TOME II

Sciences Humaines et Sociales

Éditeur :

UFR Communication et Société
Université Alassane Ouattara
(Côte d'Ivoire)

PERSPECTIVES PLURIELLES

Tome II
(Sciences Humaines et Sociales)

N°2 — Avril 2026

ISSN : 3105-8485 (L) | 3105-8493 (P)

Adresse postale : BP v 18 Bouaké 01

Contact : +225 0757504341

<https://perspectivesplurielles.net/>
revueperspectivesplurielles@gmail.com

RÉFÉRENCIEMENT ET INDEXATION



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=24999>



Scientific Journal Impact Factor

CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

Perspectives Plurielles
(ISSN: 3105-8485 (E) / 3105-8493 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process
SJIF 2026 = 5.147

SJIF (A division of InnoSpace)

 SJIFactor Project Manager
International Advisory Services
INNOSPACE INTERNATIONAL

SJIFactor Project



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1529502>

 INTERNATIONAL
STANDARD
SERIAL
NUMBER
INTERNATIONAL CENTRE

<https://portal.issn.org/resource/ISSN-L/3105-8485>

ÉDITORIAL

Ce deuxième numéro de Perspectives Plurielles consacre la dynamique éditoriale amorcée en décembre 2025 et témoigne de la vitalité d'un projet scientifique pluridisciplinaire en pleine expansion. Riche d'un large ensemble de contributions originales, ce numéro réunit des travaux relevant aussi bien du champ des Arts, Lettres et Langues que de celui des Sciences Humaines et Sociales. L'ampleur du volume reçu, la diversité des laboratoires et institutions représentés, ainsi que la qualité soutenue des manuscrits retenus à l'issue d'une évaluation rigoureuse par les pairs, ont conduit le comité de rédaction à structurer la livraison en deux tomes — un choix qui reflète l'identité propre à chaque grand champ tout en préservant l'unité d'un projet résolument intégratif.

Le Tome I rassemble études littéraires et travaux en sciences du langage, mobilisant aussi bien des œuvres canoniques que les langues africaines dans une perspective comparative. Le Tome II déploie un large éventail de problématiques en géographie et aménagement du territoire, sociologie, anthropologie et criminologie, sciences de l'éducation, psychologie et communication, sciences politiques, droit, philosophie, histoire et fait religieux. La diversité des terrains étudiés — Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Niger, Tchad, Cameroun, Gabon, Togo, République démocratique du Congo et République du Congo — illustre la portée continentale de cette livraison. Plusieurs lignes de force s'y dégagent : résilience environnementale et sociale, inscription du numérique dans les pratiques quotidiennes, transformations urbaines, gouvernance des ressources naturelles, mémoire historique et recompositions identitaires.

Le comité de rédaction adresse sa profonde reconnaissance aux auteurs, aux évaluateurs et au comité scientifique, ainsi qu'à l'UFR Communication et Société de l'Université Alassane Ouattara, partenaire fidèle de cette aventure. Que ce numéro confirme Perspectives Plurielles comme un espace de référence où s'élaborent, en dialogue, des savoirs ouverts sur les sociétés contemporaines et leurs mutations.

Bonne lecture.

Le Comité de rédaction

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de Publication :

M. Konan Thiery St Urbain YEBOUE, Maître de Conférences

Secrétariat de rédaction

Dr (MC) KANGA Kouakou Hermann
Michel, Université Alassane Ouattara

Dr (MC) YOMAN N'goh Koffi Michael,
Université Alassane Ouattara

Dr KOUAMÉ Koaténin, Université
Alassane Ouattara

Dr KONAN Aya Suzanne, Université
Alassane Ouattara

Dr AKABLAH Tchoumou Léopold,
Université Alassane Ouattara

Dr Kouamé Alain SARAKA, Université
Alassane Ouattara

Dr Kanhoun Baudelaire KOUAME,
Université Alassane Ouattara

Dr Kouakou Camille GOLI, Université
Alassane Ouattara

Comité Scientifique et de Lecture :

Prof. Lazare Marcelin POAME,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Prof. Doh Ludovic FIÉ, Université
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Prof. Pierre KAMDEM, Université de
Poitiers, France ;

Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Prof. (Dir. Rech.) Kouadio Raphaël
OURA, Université Alassane Ouattara-
CRD, Côte d'Ivoire ;

Prof. Atta Jacob BRINDOUMI,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Prof. SOW Ndioro, Université Gaston
Berger, Sénégal ;

Prof. Fabio VITI, Université Aix-
Marseille, France ;

Prof. François LAMBOTTE, Université
Catholique de Louvain, Belgique

Prof. Konan Arsène KANGA, Université
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Prof. Kacou GOA, Université Félix
Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ;

Prof. Yao Jean-Aimé ASSUE, Université
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Prof. Eveno Emmanuel, Université
Toulouse Jean-Jaurès, France ;

Prof. Kouakou Désiré M'BRAH,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire.

Prof. Göbel Christof, Universidad
Autónoma Metropolitana de Mexico,
Mexique ;

Dr (MC) Kouassi Ernest YAO, Université
Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Jean Joël BAH, Université
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Dr (MC) Dhédé Paul Éric KOUAMÉ,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Yao Jean Julius KOFFI,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Adjoua Pamela N'GUESSAN,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Abiba DIARRASSOUBA,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Koffi Syntor KONAN,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Ehua Manzan Monique BEIRA,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Konan Hubert KOUADIO,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire.

Sommaire

Géographie, environnement et aménagement du territoire

AKABLAH Tchoumou Léopold

1. Extraction du kaolin à Bingerville (Côte d'Ivoire) : entre résilience et enjeux de durabilité1-14

AHOSSIN Rodrigue, OUSSOU Cossi Brice, WOKOU Guy et YABI Ibouaïma

2. Contraintes du développement de l'agrumiculture (orange) : alternatives de résilience du système agricole dans la commune de Za-Kpota au Sud-Bénin15-34

Yao Dieudonné KOUASSI, Saï Pou SOUMAHORO et Soungari FOFANA

3. Influence du redressement pluviométrique récent sur le rendement de l'igname (*Dioscorea* spp.) dans la sous-préfecture de Dabakala (Nord de la Côte d'Ivoire).....35-50

KOUAMÉ Kouassi Christophe et BAZOUMANA Diarrassouba

4. Gestion des déchets dans le paysage urbain de Vavoua (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) : défis actuels et perspectives d'avenir51-65

TUO Yessonguigna Léa épse KONAN et SILUÉ Pébanagnan David

5. Rôle du barrage hydro-agricole de Nouplé dans la durabilité des ressources aquatiques : cas du département de Korhogo66-79

Mory SIBY, Hamadoun TRAORE et Charles SAMAKE

6. Les taxis-tricycles : un nouveau mode de transport aux effets mitigés dans la commune urbaine de Kati (Mali)80-97

Ibra FAYE, El Hadji Balla DIEYE, Henri Marcel SECK, François Ngor SENE, Djiby YADE et Insa DIATTA

7. Influence des fluctuations climatiques et hydrologiques sur les transformations environnementales dans les Niayes (Sénégal).....98-116

Boni Romulus BIAOU et Hervé A. KOMBIENI

8. Déterminants démographiques de l'accessibilité physique des établissements scolaires aux élèves handicapés à Parakou (Bénin)117-133

Alla Kouadio Jean Parfait, Bassa Koffi Jean-Claude et Alla Della André

9. Production de bois-énergie à Dimbokro (Côte d'Ivoire) : vulnérabilités écologiques, impacts sanitaires et perspectives de durabilité.....134-148

Insa DIATTA, Tidiane SANÉ, Ibra FAYE et François Ngor SÈNE

10. Dynamique de l'occupation des sols en pays balant (Moyenne-Casamance, Sénégal) dans un contexte de variabilité pluviométrique.....149-168

Achille Roger TAPÉ, N'zué Pauline YAO épse SOMA et Marc Koffi KOFFI

11. Disponibilité foncière et viabilité du maraîchage dans l'espace périurbain à Bouaké (Centre de la Côte d'Ivoire).....169-178

Konan Norbert KOFFI, Anicet Renaud GNANKOUEN, Affoué Sonya ALLA et Couado Amanda GOH

12. Les déterminants de l'étalement de la ville de Boundiali dans un contexte de planification urbaine179-194

Fatogoma YÉO

13. Dynamique démographique et accès aux établissements primaires publics à Abobo (Nord d'Abidjan).....195-210

Kafilatou T. SOUBEROU, Irène S. Samson KOSSOU, Dodzi ADAHA, Tranquillin YADOLETON, E. Orens HOUDEGBE, A. Quinette TCHINTCHIN, B. Baudelaire DASSOU, Isabelle DAGA et Euloge OGOUWALÉ

14. Analyse de la résilience sociale des communautés aux inondations dans les communes de Bonou, Cotonou et Malanville au Bénin211-228

Marina Lyonel MALOUONO-LIVANGOU et Joseph Edmé SOUAMY-LEGRAND

15. Urbanisation et îlot de chaleur urbain à Djambala (République du Congo) : analyse de l'occupation du sol par télédétection sur la période 2000-2024229-243

Charles Aimé KOUASSI et Bébé KAMBIRÉ

16. Analyse physico-chimique et biologique de la pollution des eaux de la lagune Ébrié à Abobo-Doumé (Abidjan, Côte d'Ivoire)244-259

Irène Sèmédéton Samson KOSSOU, Kafilatou T. SOUBEROU, Adéréwa Aronian Maximenne AMONTCHA, Pocoun Damè KOMBIENOU et Euloge OGOUWALE

17. Typologie des espaces verts et perceptions sur leur contribution dans l'atténuation des inondations à Cotonou (Bénin, Afrique de l'Ouest).....260-278

Théophile 2e Jumeau KABRÉ, Songanaba ROUAMBA et Amadou OUEDRAOGO

18. Disparités spatiales des conséquences sanitaires de la consommation alimentaire des ménages à Ouagadougou279-297

Agnès VISSOH et Akibou AKINDELE

19. Relation entre les paramètres climatiques (température, humidité et pluviométrie) et l'incidence de la méningite dans la zone sanitaire Tanguiéta-Matéri-Cobly (Bénin, Afrique de l'Ouest)298-319

Sylvain Roger BONKOUNGOU

20. Approvisionnement en eau potable à Koudougou (Région de Nando – Burkina Faso) : état des lieux et stratégies pour une gestion efficiente.....320-337

Enoch Attougré KOFFI et André Della ALLA

21. Analyse et cartographie du risque paludisme en milieu urbain : cas d'Abobo (Abidjan).....338-356

Kouamé Frédéric N'DRI

22. Fiscalité sur les intrants zootechniques et insertion socio-économique des jeunes ruraux : analyse de l'impact de la TVA dans la sous-préfecture de Bouaké (Côte d'Ivoire)357-374

SORO Souleymane, ZOGBO Zady Edouard et KONE Basoma

23. Analyse de l'implication des femmes dans la production et transformation du manioc dans les sous-préfectures de Yamoussoukro et Lolobo (Côte d'Ivoire).....375-391

Fasséry KONATÉ et Kouadio Joseph KRA

24. Analyse de la répartition spatiale des structures de police publique dans la lutte contre l'insécurité urbaine à Korhogo au Nord de la Côte d'Ivoire.....392-406

Sociologie, agro-sociologie, anthropologie, criminologie et ethnologie

TAGRO Marcelle-Josée épouse NASSA, N'GUESSAN N'Dah Konan Prince Romaric et DROH De Bloganqueaux Soho Rusticot	
25. L'inclusion sociale à l'épreuve du renouvellement urbain : production de l'espace et justice spatiale à Abidjan.....	407-424
Kouassi Angenor YAO et Kouamé Franck YAO	
26. Impact culturel et perceptions des populations d'Attinguié au programme « PEJEDEC 3 » : cas du sous-projet « THIMO » dans la sous-préfecture d'Anyama	425-435
KOUAKOU Bah Jean-Pierre, FANNY Navouon, ASSI Aka Bah Laurice et OLATAYO Olatundé Ludovic	
27. Perceptions populaires liées aux méthodes contraceptives chez les communautés baoulé et malinké dans la commune de Bouaké (Côte d'Ivoire)	436-451
Mandjin Adama SOULAMA et Félicité BIHOUN	
28. Le baptême chez les Ciranba : rituel de nomination, identité et inscription sociale	452-472
Ibrahim HAROUNA OUSMANE et Amadou OUMAROU	
29. Du terrorisme à la géocriminalité : stratégie du groupe « Lakurawa » dans la région de Dosso (Niger)	473-483
M'Bra N'Goran Marie-Joseph YAO, Dimi Théodore DOUDOU et Brou Ghislain KOUADIO	
30. Analyse des déterminants du refus de l'installation du centre de prélèvement de la COVID-19 à Yopougon-Toits-Rouges (Abidjan, Côte d'Ivoire).....	484-500
Assamoi Omer YAPI	
31. Insertion socio-économique des jeunes citadins gwa ruralisés et conflits fonciers à Alépé.....	501-521
Robert Lorimer ZOUKPÉ	
32. Facteurs sociaux de la fragilisation des règles de succession à l'autorité royale : le cas du royaume de Sakassou (Côte d'Ivoire).....	522-537
Brou Gbalou David KOUASSI	
33. Intégration interrelationnelle et configurations urbaines de l'expérience migratoire au Canada : comparaison Montréal–Sudbury.....	538-550
Aristophane A. SOUKOSSI, Ingrid Sonya ADJOVI et Guy Sourou NOUATIN	
34. Caractérisation des acteurs de la chaîne de la mobilisation des ressources financières pour le développement rural au Nord Bénin.....	551-570
Sciences de l'éducation et psychologie / Communication	
Moulin Aymar MBINA YEMBI	
35. Rôle de la sécurité psychologique dans la relation entre inclusion organisationnelle et bien-être lié à la déconnexion psychologique des salariés.....	571-583
Abakar Mahamat HASSABALLAH et Saibou Christine VALDA	
36. Éducation environnementale et comportements écologiques des élèves à N'Djamena.....	584-597

Mamadou SALL, Mame Diarra CAMARA, Mamadou DIENG et Séga GUEYE	
37. Les technologies de l'information et de la communication comme alternative au déficit expérimental dans l'enseignement des sciences physiques au Sénégal	598-611
Aboubekr THIAM, Alhoudourou A. MAIGA, Abibou DIOP, Alassane DIOP et Richard HOTTE	
38. Jeux sérieux éducatifs et ancrage socioculturel africain : le projet AMI à Kalani au Nord du Mali.....	612-627
Placide MENGOUA	
39. Work centrality, self-efficacy and social loafing among university support staff in Cameroon: a mediation analysis	628-641
Djirekar Thierry MEDA	
40. Épreuves psychologiques dans le processus de gestion du changement organisationnel chez le personnel d'une société d'État : cas de la Société des Aéroports du Faso (SAF)	642-658
Ulrich Ariel YEKE PENDI	
41. L'influence de la drépanocytose sur les capacités de mémorisation chez l'enfant âgé de 4 à 5 ans.....	659-677
AHMAT Abdoulaye Bichara	
42. Gestion de la discipline et lutte contre la violence estudiantine au campus universitaire d'Ardep Djournal de N'Djamena	678-700
Sékou SAVADOGO, Léonce RAMDE, Harouna DERRA et François SAWADOGO	
43. Évaluation du niveau d'entretien des manuels scolaires du cycle primaire au Burkina Faso.....	701-716
Roger KABATA MULUNDU	
44. Éducation environnementale dans les médias audiovisuels de Kinshasa	717-732
Assagaye AGAISSA et Fassouma YAHOUSA AMADOU	
45. L'utilité de la carte dans l'enseignement-apprentissage de la géographie au Niger : cas du lycée Amadou Kouran Daga de Zinder.....	733-750
Inagnibomoua Kader KANE et Rosamour Gassien Aymar TSAMBA-NDZEDY-MOUGHOUA	
46. La vie du couple à l'ère du numérique au Gabon : qu'en est-il du lien conjugal ?	751-765
Sciences politiques, droit et philosophie / Histoire et religion	
BOTTY Bi Naga Landry	
47. Les démocraties contemporaines à l'épreuve des réseaux sociaux.....	766-779
Cédric Gouama Sidbeniwend COMPAORÉ	
48. La société contre la peur : relecture rousseauiste de la résilience politique en contexte de crise sociale	780-793
Pauline Vanessa NTSAME MINTSA ép. ZUE ESSANGUI	
49. Transformations numériques en Afrique : réflexion juridique sur les mutations contemporaines du droit pénal à partir du cas gabonais	794-810
Amani Stéphane N'GUESSAN	
50. Droits civils et politiques en période électorale : enjeux et défis pour l'Afrique	811-829

Cyrille Aymard BEKONO	
51. L'Afrique subsaharienne et la Chine : des trajectoires de développement différenciées vers une relation idyllique	830-848
ANZIAN Mlan Kouakou Pierre	
52. La médiation numérique de la foi chrétienne : entre opportunités d'évangélisation et défis éthiques	849-864
Seybou DJIBO	
53. La guerre des courants islamiques au Niger	865-887
Kouadio Jean DIBY et Zroh Grâce Fetana DEMAIN	
54. De la résistance à l'administration de Biankouma de 1895 à 1920	888-903
Sié François KOUAKAN	
55. Transformation socio-culturelle au Sudan à l'épreuve des migrations (XIe-XVIe siècle).....	904-914
Mathieu SITIONON	
56. L'Institut biblique de Yamoussoukro, matrice du leadership évangélique (1965-1995) : analyse des parcours pastoraux et de la pluralité des formes de ministère en Côte d'Ivoire	915-931
Mamadou Mariame DIALLO	
57. Difficultés d'abolition et conséquences socioculturelles de l'esclavage et de la traite négrière en Ségambie (1905-2025)	932-946
BAKAYOKO Djakaridja	
58. La bataille politique en Côte d'Ivoire après la mort de Félix Houphouët-Boigny : 1993-1995.....	947-962
KOUADIO Yao Clément et ANGU Bléou Sylvain	
59. Querelles entre le PDCI-RDA et les forces para politiques en Côte d'Ivoire (1958-1970) : une analyse historique	963-978

ANALYSE DE LA RÉSILIENCE SOCIALE DES COMMUNAUTÉS AUX INONDATIONS DANS LES COMMUNES DE BONOU, COTONOU ET MALANVILLE AU BÉNIN

ANALYSIS OF THE SOCIAL RESILIENCE OF COMMUNITIES TO FLOODING IN THE MUNICIPALITIES OF
BONOU, COTONOU AND MALANVILLE IN BENIN

Kafilatou T. SOUBEROU¹, Irène S. Samson KOSSOU¹, Dodzi ADAHA², Tranquillin
YADOLETON³, E. Orens HOUDEGBE³, A. Quinette TCHINTCHIN³, B. Baudelaire DASSOU³,
Isabelle DAGA³ et Euloge OGOUWALÉ¹

¹ Institut du Cadre de Vie (ICaV) et Laboratoire Pierre Pagny « Climat, Eau, Écosystème et Développement » (LACEED),
Université d'Abomey-Calavi (UAC), 01 BP 526, Bénin ; ² Centre d'Études et de Recherches en Éducation et Interventions
Sociales pour le Développement (CEREID), Bénin ; ³ Croix-Rouge béninoise, équipe de mise en œuvre du volet
communautaire du projet REBUMAA, Djassin/Porto-Novo, Bénin
E-mail : soubekate@gmail.com

Résumé : Les inondations constituent l'un des aléas climatiques les plus récurrents et les plus destructurants au Bénin, affectant durablement les conditions de vie des populations exposées. Malgré les efforts institutionnels et communautaires visant à renforcer la résilience, les pertes matérielles et les vulnérabilités persistent. Cette recherche analyse la résilience sociale aux inondations dans trois communes contrastées : Cotonou (urbain), Bonou (rural) et Malanville (semi-urbain). Elle mobilise les données de l'Étude de la Vulnérabilité et des Capacités améliorée (EVCA), combinant des enquêtes quantitatives auprès de 190 ménages et des analyses qualitatives participatives (outil STAR) couvrant onze dimensions de la résilience. Les résultats révèlent une résilience sociale différenciée mais structurellement déséquilibrée, caractérisée par des niveaux élevés de cohésion sociale (71 %) et d'inclusion (72 %), contrastant avec une forte vulnérabilité des infrastructures, notamment l'habitat (29 %). Cette configuration met en évidence une résilience adaptative mais non transformative, où les mécanismes sociaux permettent une réponse immédiate aux crises sans réduire durablement les facteurs structurels de vulnérabilité.

Mots-clés : Résilience communautaire ; inondation ; capital social ; vulnérabilité structurelle ; EVCA.

Abstract: Flooding is one of the most recurrent and disruptive climate hazards in Benin, with long-lasting impacts on the living conditions of exposed populations. Despite institutional and community efforts to strengthen resilience, material losses and vulnerabilities persist. This research analyzes social resilience to flooding in three districts representing distinct territorial contexts in Benin: Cotonou (urban), Bonou (rural), and Malanville (semi-urban). It draws on data from the Enhanced Vulnerability and Capacity Assessment (EVCA), combining quantitative surveys conducted among 190 households with participatory qualitative analyses (STAR tool) covering eleven dimensions of resilience. The results reveal a differentiated yet structurally imbalanced form of social resilience, characterized by high levels of social cohesion (71%) and inclusion (72%), contrasted with significant infrastructural vulnerability, particularly in housing (29%). This configuration highlights an adaptive but non-transformative resilience, where social mechanisms enable immediate responses to crises without sustainably addressing the underlying structural drivers of vulnerability.

Keywords: Community resilience; flood; social capital; structural vulnerability; EVCA.

Introduction

Au Bénin, les inondations se sont progressivement imposées comme l'un des aléas climatiques les plus récurrents, les plus dommageables et les plus structurants pour les territoires exposés. Elles résultent principalement du débordement des grands cours d'eau, notamment les fleuves Ouémé, Mono et Niger, combiné à l'intensification des précipitations, à l'occupation parfois inadaptée de l'espace et à l'insuffisance des infrastructures de drainage (Y. Ahokposi, 2018 : 2097 ; N. R. Hougue et al., 2023 : 2). Depuis l'épisode extrême de 2010, ces inondations affectent régulièrement plusieurs communes du Bénin, entraînant des pertes matérielles considérables, des déplacements de populations, une dégradation des infrastructures de base et une fragilisation durable des moyens d'existence (D. Smith, 2010). Dans ce paysage national de vulnérabilité, les communes de Malanville, Bonou et Cotonou figurent parmi les territoires les plus exposés aux risques d'inondation (UGP-UAC, 2024 : 2).

Face à la récurrence et à l'intensification de ces événements, les approches de gestion des catastrophes ont progressivement évolué, passant d'une logique centrée sur la maîtrise de l'aléa et la réponse post-catastrophe à une perspective davantage orientée vers la résilience (L. Wang et al., 2022 : 1). Dans cette perspective, la résilience renvoie à la capacité des individus, des ménages et des communautés à anticiper, absorber, s'adapter et se relever à la suite d'un choc, tout en préservant leurs fonctions essentielles (S. L. Cutter et al., 2010 : 2). Cette approche a acquis une importance croissante dans les politiques de réduction des risques de catastrophe, notamment dans les contextes africains où les capacités institutionnelles et infrastructurelles demeurent souvent limitées.

En Afrique subsaharienne, plusieurs travaux ont montré que la résilience communautaire repose largement sur les solidarités locales, les réseaux d'entraide, les formes de coopération de proximité et, plus largement, sur le capital social (M. B. D. Ahouangan et al., 2014 : 269). Dans des contextes de forte exposition aux risques, ces ressources sociales constituent souvent les premiers mécanismes de réponse et de survie face aux crises. Toutefois, la robustesse de ces mécanismes sociaux ne signifie pas nécessairement une réduction durable de la vulnérabilité. Comme le soulignent G. Di Baldassarre et al. (2018 : 307), les sociétés peuvent développer des capacités d'adaptation qui leur permettent de faire face de manière répétée aux catastrophes sans pour autant transformer les facteurs structurels qui produisent leur exposition. Dans ces conditions, la résilience peut cesser d'être un levier de transformation pour devenir un simple mécanisme de stabilisation sociale dans la vulnérabilité.

Cette tension entre capacité d'adaptation sociale et persistance de la vulnérabilité structurelle constitue aujourd'hui une question centrale dans les recherches sur les risques climatiques. Si de nombreuses études insistent sur le rôle positif de la

cohésion sociale dans la gestion des catastrophes, peu de travaux empiriques interrogent de manière approfondie les situations dans lesquelles un fort capital social coexiste avec des déficits persistants en matière d'habitat, d'infrastructures, de protection économique ou d'accès aux services essentiels. En d'autres termes, il demeure nécessaire de mieux comprendre dans quelle mesure la résilience sociale peut réellement compenser les faiblesses structurelles des territoires exposés aux inondations. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche. Elle s'appuie sur les données issues de l'Étude de la Vulnérabilité et des Capacités améliorée (EVCA) conduite par la Croix-Rouge béninoise dans le cadre du projet REBUMAA (Resilience Building through Multi-Stakeholder Engagement in Anticipatory Action for Climate-Induced Disaster) (Rapport EVCA, 2025) dans trois communes particulièrement exposées aux inondations : Cotonou, Bonou et Malanville. Ces trois espaces offrent un intérêt analytique particulier dans la mesure où ils représentent trois configurations socio-spatiales distinctes du territoire béninois : un contexte urbain, un contexte rural et un contexte semi-urbain. Leur comparaison permet ainsi d'examiner comment les formes de résilience sociale s'expriment différemment selon les milieux, tout en révélant les vulnérabilités matérielles qui continuent de peser sur les populations.

Dans ce contexte, une question centrale se pose : dans quelle mesure une forte résilience sociale peut-elle compenser des vulnérabilités structurelles persistantes dans les territoires exposés aux inondations ? Cette interrogation renvoie à une tension analytique majeure entre capacités d'adaptation communautaires et transformation durable des conditions de vulnérabilité.

L'objectif de cet article est donc d'analyser les différentes dimensions de la résilience communautaire face aux inondations dans neuf (9) localités de ces trois (3) communes, afin d'identifier les contrastes territoriaux et de mettre en évidence les configurations paradoxales dans lesquelles des niveaux relativement élevés de cohésion sociale, d'inclusion ou de connectivité coexistent avec une forte vulnérabilité structurelle. À travers cette lecture, la recherche s'inscrit ainsi dans une approche critique de la résilience, attentive à ses limites en tant que levier de transformation dans les contextes de forte vulnérabilité.

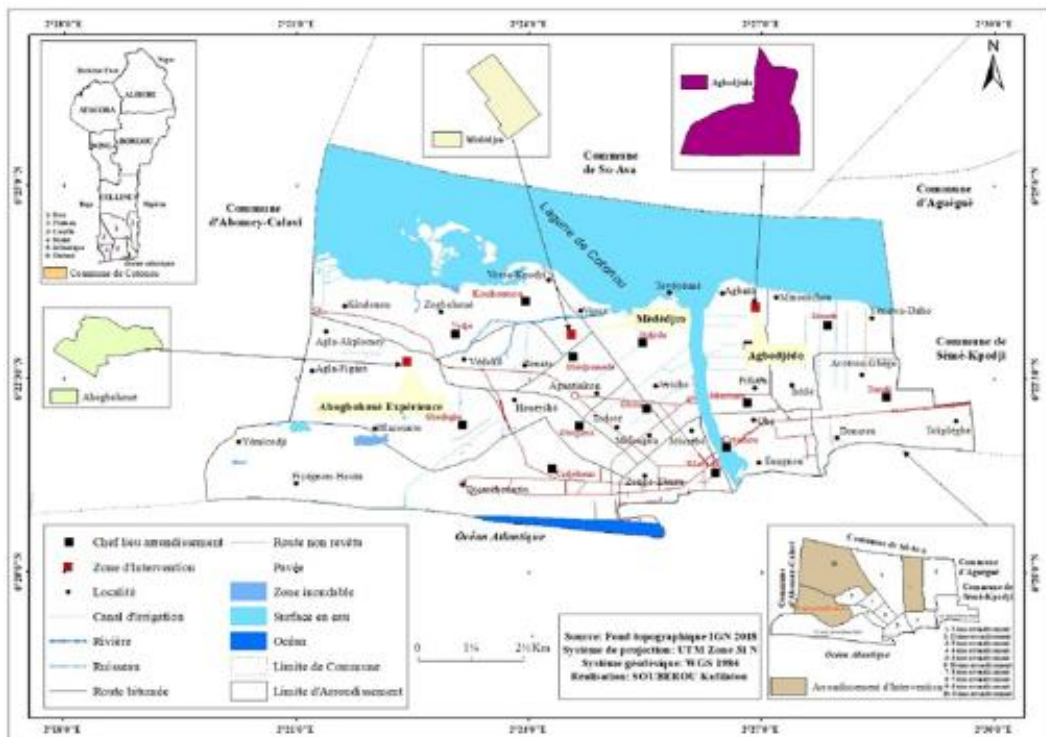
1. Approche méthodologique

1.1. Présentation des communes d'étude

La présente recherche porte sur trois communes du Bénin présentant des profils d'exposition différenciés aux inondations : Cotonou, Bonou et Malanville. Le choix de ces communes procède d'une volonté de comparaison entre des contextes urbain, rural et semi-urbain, afin de mieux saisir la diversité des configurations de résilience sociale face aux aléas hydroclimatiques.

La commune de Cotonou (figure 1) est soumise à une forte pression démographique et foncière, combinée à une occupation parfois anarchique de l'espace urbain. Les inondations y résultent principalement de l'intensité des précipitations, des insuffisances du drainage, de l'imperméabilisation des sols et des interactions entre les eaux pluviales et les systèmes lagunaires.

Figure n° 1 : Répartition des quartiers d'intervention de la recherche dans la commune de Cotonou

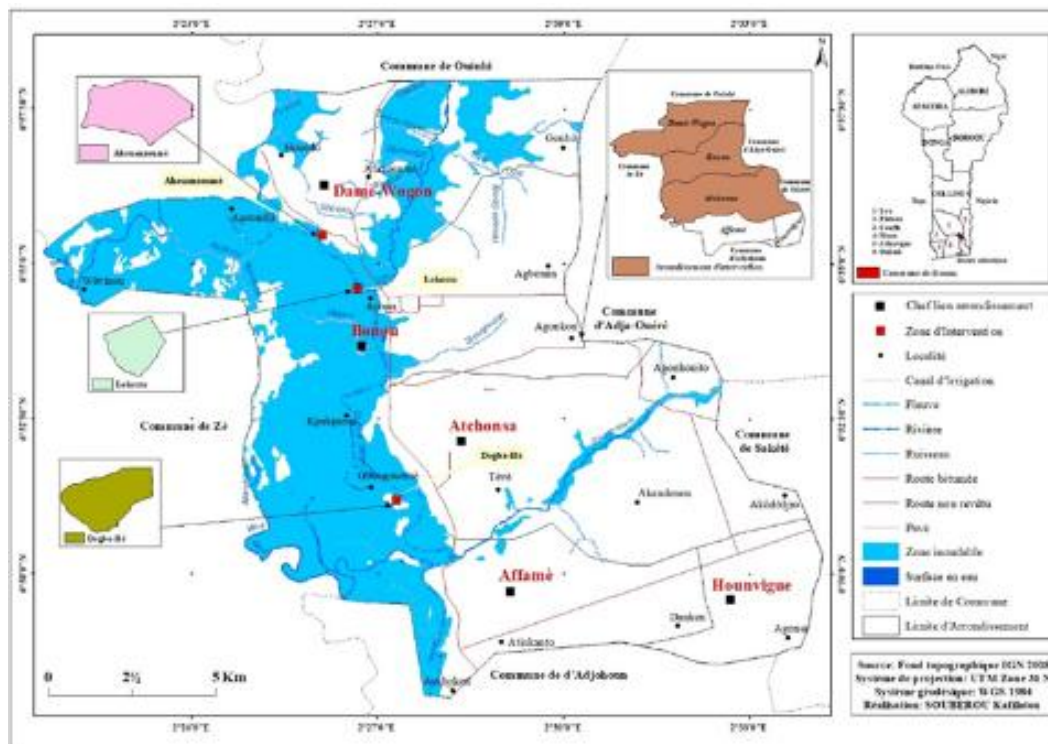


Source : Fond topographique IGN, 2018.

La figure 1 met en évidence la localisation des quartiers d'intervention Agbodjèdo, Ahogbohoulè-Espérance et Médédjro, répartis de manière stratégique à Cotonou, ce qui souligne leur exposition différenciée aux dynamiques hydrologiques et au réseau de drainage urbain. Situé à la frontière nord de la ville, le quartier d'Agbodjèdo est régulièrement affecté par les remontées des eaux de la lagune de Cotonou, tandis que Médédjro, traversé par le canal de drainage central, subit les effets conjugués des fortes pluies et de l'imperméabilisation. Ahogbohoulè-Espérance, situé dans une zone de bas-fond à proximité du littoral, illustre quant à lui la vulnérabilité des établissements humains implantés sur des terrains naturellement saturés.

Bonou, localisée dans la basse vallée de l'Ouémé (figure 2), présente un profil de vulnérabilité typique des espaces ruraux de plaine inondable. Les crues y affectent directement les habitations, les terres agricoles, les pistes de desserte et les conditions d'accès aux services de base.

Figure n° 2 : Répartition des villages d'intervention de la recherche dans la commune de Bonou

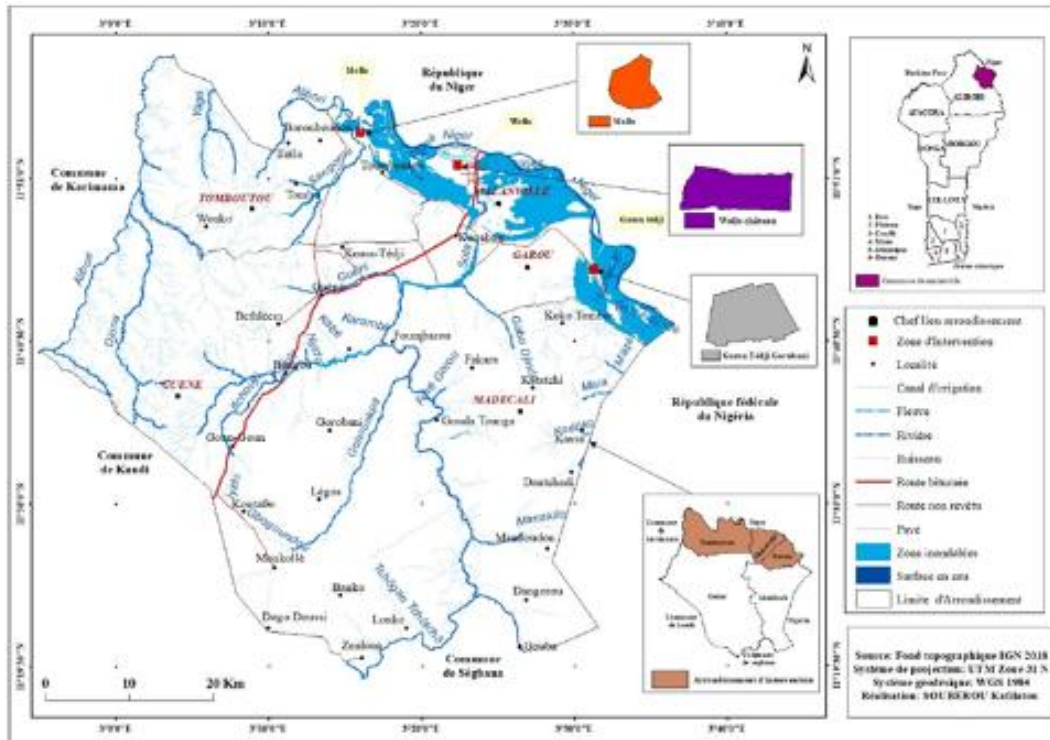


Source : Fond topographique IGN, 2018.

Comme l’illustre la figure 2, les villages de Dogba-hê, Ahouanzounè et Lokossa, dans la commune de Bonou, sont répartis le long du fleuve Ouémé et soumis à son débordement saisonnier.

Malanville, située dans l’extrême nord du pays (figure 3), est quant à elle exposée aux débordements du fleuve Niger et aux effets induits sur les établissements humains, les activités économiques, les échanges commerciaux et la mobilité locale. Position frontalière avec le Niger et le Nigeria, la commune occupe une plaine alluviale dont les sols sablo-limoneux peinent à absorber les crues annuelles, particulièrement intenses entre août et octobre lors de la décrue du bassin amont. Les inondations y compromettent les cultures irriguées de rente (riz, oignon, tomate) qui constituent le socle économique du territoire, tout en perturbant les flux commerciaux transfrontaliers qui font de Malanville un carrefour sous-régional. La proximité immédiate des berges du Niger, où sont installés plusieurs villages, accentue la vulnérabilité des ménages riverains, dont l’habitat traditionnel en banco résiste mal à la stagnation prolongée des eaux. Cette configuration territoriale place la commune dans une situation de risque structurel récurrent, aggravé par la variabilité hydrologique du fleuve.

Figure n° 3 : Répartition des villages d'intervention de la recherche dans la commune de Malanville



Source : Fond topographique IGN, 2018.

L'analyse de la figure 3 témoigne de la disposition des villages de Wollo Château, Garou-Tédji Gorobani et Molla dans le couloir du fleuve Niger, sous l'effet des dynamiques fluviales transfrontalières.

Le choix de ces territoires repose sur une logique comparative visant à couvrir trois contextes socio-spatiaux distincts : Cotonou, comme espace urbain dense ; Malanville, comme espace semi-urbain ; et Bonou, comme espace rural. Les trois quartiers ou villages présentés par commune ont été retenus comme unités d'observation.

La sélection des communes repose sur plusieurs critères. D'abord, elles figurent parmi les zones à fort risque d'inondation identifiées au Bénin (PDNA, 2023). Ensuite, elles permettent d'observer des systèmes hydroclimatiques contrastés : crues fluviales du Niger à Malanville, dynamique de vallée inondable à Bonou, et interactions laguno-littorales et pluviales à Cotonou. Enfin, elles présentent des profils socio-économiques différenciés, utiles pour analyser les formes de résilience sociale dans des contextes de densité, d'accès aux services, de dépendance économique et d'exposition au risque très variés.

1.2. Cadre méthodologique de la recherche

La recherche s'appuie sur l'Étude de la Vulnérabilité et des Capacités améliorée (EVCA), une démarche développée par la Fédération internationale des Sociétés de

la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Cette approche s'inscrit dans le cadre de la mesure de la résilience communautaire, en articulant l'analyse des risques, des vulnérabilités, des capacités d'adaptation et des ressources locales. En tant qu'approche mixte, elle combine les outils quantitatifs, qualitatifs et participatifs. Bien que le cadre général soit celui de la résilience communautaire, l'article se concentre plus spécifiquement sur la résilience sociale, entendue comme l'ensemble des mécanismes relationnels, organisationnels et collectifs permettant aux communautés de faire face aux inondations.

1.3. Outils de collecte et de traitement des données

Trois principaux outils ont été mobilisés. Le premier est le RADAR de résilience communautaire, utilisé dans le cadre des enquêtes ménages. Il permet de mesurer la résilience à partir d'un ensemble d'indicateurs structurés selon plusieurs dimensions thématiques. Le deuxième est l'outil STAR (Étoile de la résilience), mobilisé lors des focus groups. Il permet aux communautés d'évaluer elles-mêmes leurs forces et leurs fragilités à partir d'un processus participatif visuel (planche 1).

Planche n° 1 : Réalisation des focus groups à l'aide de l'outil STAR à Cotonou, Bonou et Malanville



Source : Travaux de terrain, CRB-ICaV, mars 2025.

Les photos de la planche 1 illustrent les séances d'échanges et de collecte de données avec les communautés de Médédjro (Cotonou), Lokossa (Bonou) et Wollo Château (Malanville) à l'aide d'outils interactifs et d'approches inclusives favorisant l'expression des perceptions, le partage d'expériences et la co-construction des connaissances.

Le troisième est l'outil RAMP (Rapid Assessment using Mobile Phone), utilisé pour la collecte numérique des données. Son usage a facilité la saisie sur le terrain, limité les erreurs de transcription et permis un traitement plus rapide des informations collectées.

1.4. Déroulement de la collecte des données

La collecte a été précédée d'une phase de formation méthodologique. Au total, 18 agents (Croix-Rouge béninoise et Institut du Cadre de Vie) et 19 volontaires (6 à Cotonou, 5 à Bonou et 6 à Malanville) ont été formés à l'utilisation des outils et aux procédures d'administration des questionnaires et d'animation participative. Le volet quantitatif (entretien individuel) a concerné 190 ménages selon un choix raisonné, répartis comme suit : 59 ménages à Cotonou, 71 ménages à Bonou et 60 ménages à Malanville. Les enquêtes ménages ont permis de documenter les conditions de vie, les moyens d'existence, les expériences d'inondation, les mécanismes d'adaptation, l'accès aux services, les ressources de protection et les perceptions du risque.

Le volet qualitatif a reposé sur l'organisation de neuf (9) focus groups à raison de vingt (20) personnes par groupe dans chacune des localités. Chaque communauté a été subdivisée en zones de discussion afin d'assurer une participation suffisamment diversifiée. Les participants ont été mobilisés par localité, avec une attention portée à la représentation équitable des femmes (10) et des hommes (10), soit un total de 180 répondants. Les échanges ont été enrichis par l'utilisation d'outils participatifs tels que le profil historique, le calendrier saisonnier et l'Étoile de la résilience. Le renseignement de la fiche d'information communautaire a également permis de collecter des données sur la démographie, la santé, l'économie, les services de base, les catastrophes récentes, les tendances sociales, ainsi que les causes des conflits, en complément de l'observation directe réalisée sur le terrain.

1.5. Méthode d'analyse des données

L'analyse a été structurée autour de onze dimensions de la résilience : gestion des risques ; santé ; eau, hygiène et assainissement ; abri ; alimentation et nutrition ; cohésion sociale ; inclusion ; opportunités économiques ; infrastructures et services ; gestion des ressources naturelles ; connectivité. Pour chacune de ces dimensions, des scores de résilience ont été calculés afin d'identifier les domaines de force et de fragilité. L'analyse a ensuite été conduite à trois niveaux : intra-communal, pour saisir les spécificités locales ; intercommunal, pour comparer les trois communes ; et transversal, afin de dégager des tendances générales.

L'interprétation a privilégié une lecture critique de la résilience, attentive non seulement aux capacités d'adaptation observées, mais aussi aux limites structurelles qui empêchent leur consolidation durable.

2. Résultats

L'analyse des informations recueillies met en évidence des formes différenciées de résilience face aux inondations, structurées par des dynamiques territoriales, sociales et matérielles spécifiques aux communes étudiées.

2.1. Une résilience sociale non transformative caractérisée par un déséquilibre structurel entre capacités sociales et ressources matérielles

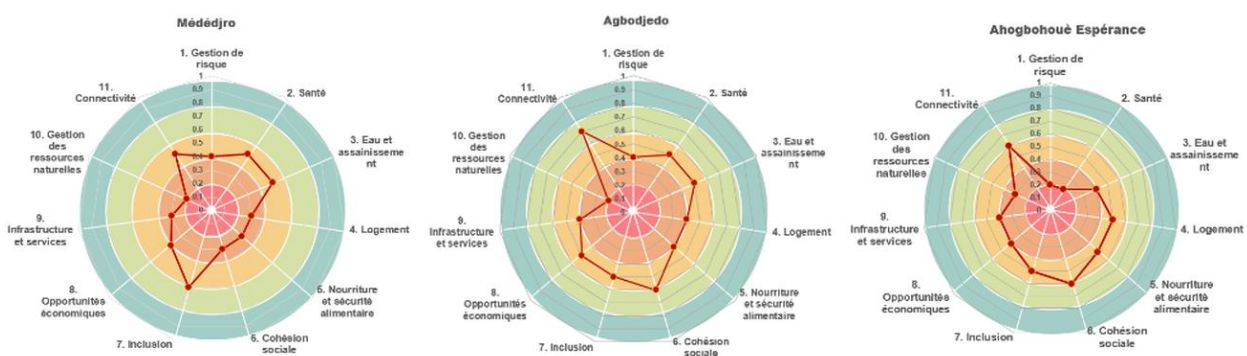
À l'échelle des trois communes, les résultats mettent en évidence une configuration de résilience marquée par un déséquilibre net entre les dimensions sociales et les dimensions matérielles. Les dimensions Inclusion (72 %) et Cohésion sociale (71 %) présentent les meilleurs scores moyens. Ces résultats traduisent l'existence de mécanismes communautaires relativement robustes, fondés sur l'entraide, les relations de proximité, la coopération et certaines formes d'organisation collective face aux crises. À l'inverse, les dimensions liées au cadre physique de protection demeurent faibles. La dimension Abri n'atteint qu'un score moyen de 29 %, tandis que la Gestion des ressources naturelles se situe à 45 %, confirmant la persistance de vulnérabilités structurelles importantes.

Ces résultats montrent que la résilience observée dans les territoires étudiés repose principalement sur des ressources sociales de proximité, mais qu'elle reste limitée dans sa capacité à réduire durablement l'exposition aux inondations.

2.2. Cotonou : une résilience urbaine fragmentée par les vulnérabilités socio-spatiales

Dans la commune de Cotonou, l'analyse révèle une résilience urbaine contrastée, marquée par la coexistence de ressources de connectivité relativement élevées et de vulnérabilités sociales, économiques et infrastructurelles persistantes (figure 4).

Figure n° 4 : Niveau de résilience des communautés d'Ahogbohò Espérance, Médédjro et Agbodjèdo dans la commune de Cotonou



Source : Travaux de terrain (outil RADAR-EVCA), CRB-ICaV, mars 2025.

La dimension Gestion des risques y affiche un score moyen de 30 %, ce qui traduit une capacité limitée à anticiper et gérer efficacement les épisodes d'inondation.

Malgré la concentration d'équipements et les investissements faits, seuls 30 % des ménages déclarent recevoir les alertes précoces en temps opportun.

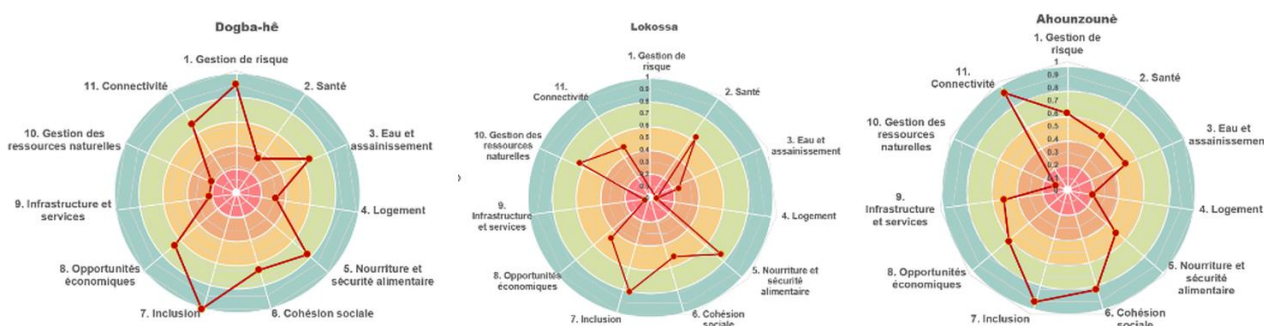
La dimension Connectivité présente en revanche un score relativement élevé de 71,7 %, soutenu notamment par un taux très important de possession de téléphones mobiles (98 % des ménages). Toutefois, cette forte connectivité numérique ne se traduit pas automatiquement par une meilleure sécurité collective ou une plus grande préparation. Le déficit semble moins technologique qu'organisationnel et social : circulation incomplète de l'information, faible appropriation communautaire des alertes et insuffisante traduction en actions concrètes. La Cohésion sociale y reste relativement modérée (53,3 %), avec des indicateurs de sécurité et de confiance mutuelle particulièrement faibles. Le niveau de confiance entre voisins plafonne à 16,95 %, ce qui suggère une forme de fragmentation relationnelle caractéristique de certains espaces urbains vulnérables. Sur le plan économique, la dimension Opportunités économiques n'atteint que 36,7 %. Environ 45,8 % des ménages dépendent d'une seule source de revenus, ce qui les rend fortement vulnérables lorsque les inondations perturbent l'activité principale, les déplacements ou les circuits commerciaux. Ces fragilités contribuent à expliquer le faible niveau de performance de la dimension Infrastructures et services, dont le score moyen n'excède pas 32 %.

Dans l'ensemble, Cotonou présente ainsi le profil d'une résilience urbaine inachevée, dans laquelle la connectivité et la centralité économique ne compensent pas les faiblesses en matière d'alerte, de cohésion et de sécurité socio-économique.

2.3. Bonou : une forte préparation sociale confrontée à une très faible protection matérielle

La commune de Bonou se distingue par un niveau relativement élevé de préparation sociale et de sensibilisation au risque, mais par une forte fragilité physique des conditions de protection (figure 5).

Figure n° 5 : Niveau de résilience des communautés de Lokossa, Dogba-hê et Ahouanzouné dans la commune de Bonou



Source : Travaux de terrain (outil RADAR-EVCA), CRB-ICaV, mars 2025.

La dimension Gestion des risques y atteint 80 %, soit le niveau le plus élevé parmi les trois communes étudiées. Cette performance traduit une bonne appropriation

communautaire des enjeux climatiques et des mécanismes d’alerte. En effet, 96 % des habitants déclarent comprendre le concept de changement climatique, ce qui témoigne d’un niveau élevé de sensibilisation et de perception du risque.

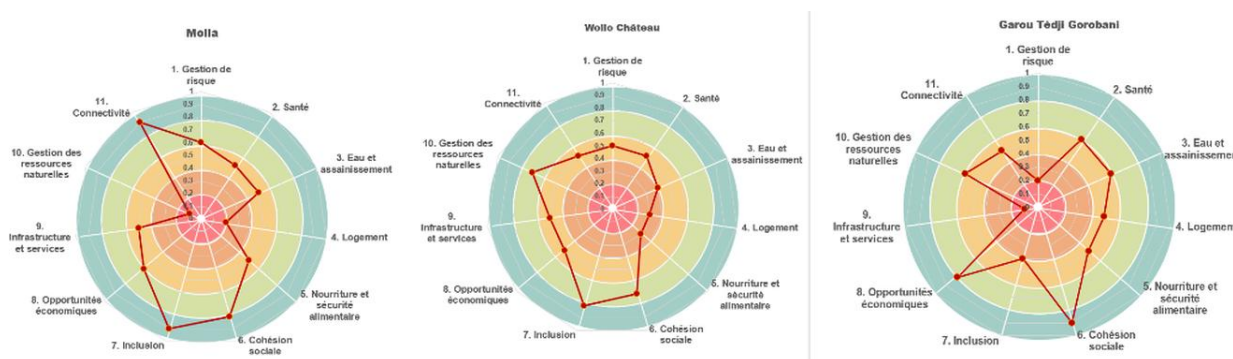
Cependant, cette capacité cognitive et organisationnelle contraste fortement avec la dimension Abri, qui n’atteint que 10 %. Seuls 8 % des ménages disposent d’un logement jugé sûr face aux inondations. Ce décalage met en évidence une situation où la communauté sait identifier le risque, mais ne dispose pas des ressources matérielles nécessaires pour s’en protéger efficacement.

Le même contraste apparaît dans les domaines de la santé et de l’assainissement. Alors que la dimension Santé atteint 48,3 %, celle relative à l’Eau, l’hygiène et l’assainissement reste faible (35 %). L’insuffisance des infrastructures sanitaires se traduit notamment par le recours à la défécation à l’air libre pour 69,01 % des ménages, ce qui accroît les risques de contamination et de maladies hydriques en période de crue. Sur le plan économique, Bonou présente une diversification relativement plus favorable que les autres sites. La dimension Opportunités économiques atteint 58 %, et 42,3 % des ménages déclarent disposer d’au moins trois sources de revenus. Toutefois, cette diversification ne se traduit pas automatiquement par une amélioration équivalente de la sécurité alimentaire. La dimension Alimentation et nutrition demeure modérée (51,7 %), tandis que 60,6 % des ménages perçoivent la malnutrition comme un problème au sein de leur foyer. Bonou apparaît ainsi comme un territoire de résilience cognitive et communautaire, mais de vulnérabilité matérielle aiguë, où la conscience du risque ne suffit pas à produire une protection effective.

2.4. Malanville : une solidarité sociale élevée, mais une protection économique et sanitaire insuffisante

Dans la commune de Malanville, les résultats mettent en évidence une résilience fortement soutenue par le capital social, mais fragilisée par des vulnérabilités sectorielles persistantes (figure 6).

Figure n° 6 : Niveau de résilience des communautés de Molla, Wollo Château et Garou-Tédji Gorobani dans la commune de Malanville



Source : Travaux de terrain (outil RADAR-EVCA), CRB-ICaV, mars 2025.

La dimension Cohésion sociale y atteint 80 %, soit le score le plus élevé parmi les communes étudiées. Cette performance repose sur un fort sentiment de sécurité communautaire, avec 90,91 % des ménages déclarant se sentir protégés au sein de leur communauté.

La dimension Inclusion y est également élevée (76,7 %), ce qui suggère une perception favorable de la participation communautaire. Toutefois, les données qualitatives nuancent ce constat en indiquant que les processus de décision restent encore largement dominés par les hommes, ce qui limite l'effectivité réelle de l'inclusion, notamment pour les femmes et certains groupes vulnérables.

La dimension Connectivité atteint 75 %, soutenue notamment par une forte diffusion des services financiers mobiles : 90 % des ménages déclarent utiliser le Mobile Money. Cette ressource constitue un atout en contexte de crise, en facilitant les transferts, les communications et certaines formes de circulation de ressources.

Cependant, cette dynamique de connectivité ne se traduit pas par une protection suffisante face aux risques sanitaires et économiques. La dimension Opportunités économiques atteint 71,7 %, mais seulement 1,7 % des ménages disposent d'une assurance médicale, ce qui révèle une très faible couverture formelle des risques de santé. Par ailleurs, la dimension Abri demeure faible (36,7 %), avec près de 70 % des ménages vivant dans des habitations jugées peu sûres face aux inondations.

Malanville illustre ainsi une forme de résilience socialement dense mais institutionnellement incomplète, dans laquelle la solidarité communautaire compense partiellement les insuffisances des mécanismes formels de protection.

2.5. Lecture comparative : des formes territorialisées de résilience sociale

La comparaison entre les trois communes montre que la résilience aux inondations ne se manifeste pas de manière uniforme, mais selon des configurations territoriales distinctes :

- à Cotonou, les fragilités tiennent principalement à la fragmentation sociale, à la faible performance opérationnelle de l'alerte et à la précarité économique dans un environnement urbain dense ;
- à Bonou, la vulnérabilité se concentre surtout dans les dimensions physiques du logement et de l'assainissement, malgré une forte préparation sociale et cognitive ;
- à Malanville, la solidarité communautaire constitue une ressource majeure, mais elle n'est pas suffisamment relayée par des dispositifs institutionnels et économiques de protection.

Ces résultats montrent que la résilience sociale ne peut être comprise indépendamment des contextes de peuplement, des formes de sociabilité, des moyens d'existence et de la qualité du cadre matériel de vie.

3. Discussion

Les résultats de cette recherche montrent que la résilience sociale face aux inondations dans les communes de Bonou, Cotonou et Malanville ne peut être réduite à une simple capacité de réaction aux crises. Elle apparaît plutôt comme une résilience différenciée, partielle et parfois paradoxale, dont les ressources sociales sont réelles, mais dont les effets transformateurs restent limités.

3.1. Le capital social comme premier rempart face aux inondations

Dans les trois communes étudiées, les scores élevés observés en cohésion sociale et en inclusion confirment le rôle central du capital social dans la gestion des catastrophes. Les réseaux de voisinage, les solidarités familiales, les relations communautaires et certaines formes d'organisation locale constituent des ressources essentielles permettant aux populations d'absorber une partie des chocs.

Ces résultats rejoignent les travaux menés par D. A. Olawuyi et al. (2025 : 9) et A. Abdou Alou (2018 : 59) dans plusieurs contextes africains, qui montrent que les ménages exposés aux aléas climatiques s'appuient prioritairement sur les ressources sociales locales lorsqu'ils disposent de peu de protections institutionnelles ou assurantielles. En ce sens, la résilience sociale apparaît bien comme une ressource d'adaptation de première ligne.

Toutefois, cette ressource n'est ni homogène ni illimitée. Elle varie selon les contextes territoriaux, les structures de pouvoir, les formes de pauvreté et les capacités de coordination locale, comme l'affirment S. Plante et al. (2018 : 12).

3.2. Une résilience active, mais insuffisamment transformatrice

L'un des enseignements majeurs de cette recherche est que la résilience sociale observée demeure active mais insuffisamment transformatrice. Autrement dit, les communautés savent souvent faire face, mais sans pour autant sortir durablement de la vulnérabilité.

Cette situation est particulièrement visible à Bonou, où la préparation au risque est élevée alors même que la sécurité de l'habitat demeure extrêmement faible ; à Cotonou, où la connectivité numérique ne garantit pas une alerte opérationnelle efficace ; et à Malanville, où la cohésion sociale ne s'accompagne pas d'une protection sanitaire ou assurantielle suffisante.

Dans ces trois cas, les communautés développent des mécanismes d'adaptation qui permettent de survivre, de s'ajuster et parfois de se relever partiellement, sans que cela ne transforme en profondeur les conditions structurelles qui les exposent aux inondations.

Cette configuration rejoint les analyses critiques de la résilience faites par M. B. D. Ahouangan et al. (2014 : 270), Y. Ahokposs (2018 : 2097) et H. C. Trisos et al.

(2022 : 1437), qui ont souligné que celle-ci peut parfois fonctionner comme une stabilisation de la vulnérabilité plutôt que comme une réduction durable du risque.

3.3. *Le paradoxe de la résilience aux inondations*

Les résultats permettent de mettre en évidence ce que l'on peut qualifier de paradoxe béninois de la résilience.

D'un côté, les territoires étudiés disposent de ressources sociales relativement solides. De l'autre, ils restent confrontés à de fortes insuffisances en matière d'habitat sécurisé, d'infrastructures et services, d'assainissement, de protection financière et d'accès effectif à des dispositifs d'alerte opérationnels. Cela signifie que les communautés sont souvent capables de s'organiser pour répondre à l'urgence, mais pas nécessairement de réduire les causes structurelles de leur vulnérabilité. La résilience est donc présente, mais elle demeure contrainte.

Cette lecture est importante car elle évite deux écueils fréquents : surestimer les capacités communautaires au point de minimiser les responsabilités institutionnelles ; ou, à l'inverse, considérer les populations uniquement comme vulnérables sans reconnaître leurs ressources propres.

3.4. *Les dimensions structurelles comme conditions d'une résilience durable*

Les faibles scores enregistrés dans les dimensions Abri, Infrastructures et services, Santé, Assainissement et Protection économique montrent que la résilience sociale ne peut être durable sans un socle matériel minimal, comme l'affirme J. L. Razafindrakoto (2014 : 102).

La fragilité des logements constitue ici un enjeu central. Lorsque les habitations sont précaires, faiblement drainées, mal implantées ou construites avec des matériaux peu résistants, les ménages restent durablement exposés, même lorsqu'ils disposent de fortes capacités d'organisation sociale.

De même, l'insuffisance des services de base (assainissement, drainage, santé, accès aux dispositifs d'alerte) aggrave l'impact des inondations et multiplie leurs effets indirects : maladies hydriques, pertes de revenus, endettement, interruptions d'activité et insécurité alimentaire.

Pour finir, les résultats montrent que la résilience économique reste fragile. La diffusion du téléphone mobile et des outils numériques constitue une ressource importante, mais elle ne remplace ni l'épargne d'urgence, ni l'assurance, ni les mécanismes institutionnels de compensation et de relèvement. Autrement dit, la résilience sociale ne peut durablement se substituer aux investissements structurels, comme le confirme C. L. Babadjide (2021 : 413).

3.5. Implications pour l'action anticipée et la gouvernance des risques

Ces résultats ont des implications importantes pour les politiques publiques et les dispositifs d'action anticipée face aux inondations.

Premièrement, ils montrent que les systèmes d'alerte ne doivent pas être pensés uniquement comme des dispositifs techniques. La possession d'un téléphone ou l'existence d'une couverture réseau ne garantit pas à elle seule une meilleure anticipation. L'efficacité de l'alerte dépend aussi de la rapidité de circulation de l'information, de la confiance dans les messages, de la capacité de compréhension et de la possibilité concrète d'agir une fois l'alerte reçue.

Deuxièmement, les politiques de résilience doivent être davantage territorialisées. Les besoins de Cotonou ne sont pas ceux de Bonou ni ceux de Malanville. Une approche uniforme risque de sous-estimer les formes locales de vulnérabilité et les ressources sociales déjà existantes.

Troisièmement, la construction d'une résilience durable suppose d'articuler au moins quatre dimensions complémentaires : le renforcement des capacités communautaires ; l'amélioration du cadre bâti et des infrastructures ; le développement de mécanismes de protection économique et sociale ; et une gouvernance locale plus inclusive et plus opérationnelle du risque.

4. Limites à prendre en compte dans l'exploitation des résultats

Comme toute recherche empirique, certaines limites doivent être prises en compte dans l'interprétation des résultats.

Premièrement, les données utilisées sont principalement issues d'un dispositif d'évaluation opérationnelle de la résilience (EVCA), conçu à la fois pour la recherche et pour l'action. Bien que cette approche soit particulièrement utile pour identifier des tendances, elle peut présenter certaines limites en matière de profondeur analytique sur certains déterminants structurels.

Deuxièmement, les résultats s'appuient en partie sur les déclarations des ménages et des participants aux focus groups, ce qui peut introduire des biais de perception, de mémoire ou de désirabilité sociale.

Enfin, la recherche a adopté une lecture essentiellement transversale, à un moment donné, sans suivre l'évolution des ménages sur plusieurs saisons ou plusieurs épisodes d'inondation. Une approche longitudinale permettrait de mieux saisir les trajectoires de résilience, les effets cumulatifs des chocs et les dynamiques de transformation ou d'épuisement des capacités communautaires.

Ces limites n'invalident pas les résultats, mais invitent à les considérer comme une base analytique robuste à approfondir lors des recherches futures.

Conclusion

Cette recherche avait pour objectif d'analyser la résilience sociale aux inondations dans les communes de Bonou, Cotonou et Malanville, à partir des données issues de l'EVCA réalisée dans le cadre du projet REBUMAA.

Les résultats montrent que les communautés étudiées disposent de ressources sociales importantes, notamment en matière de cohésion sociale, d'inclusion et d'entraide communautaire. Ces dimensions constituent des appuis essentiels dans la gestion des inondations, en permettant aux ménages de mobiliser des soutiens locaux, de maintenir une certaine continuité sociale et de faire face à une partie des chocs. Cependant, cette résilience sociale ne s'accompagne pas toujours d'une réduction effective des vulnérabilités structurelles. Les faibles performances observées dans les dimensions liées à l'habitat, aux infrastructures, à l'assainissement, à la protection sanitaire et financière, ainsi qu'à la gestion opérationnelle des risques, montrent que les communautés restent durablement exposées. Les résultats mettent ainsi en évidence une résilience sociale active mais incomplète, dans laquelle les populations développent des capacités réelles d'adaptation sans pour autant disposer des conditions matérielles, économiques et institutionnelles nécessaires à une sécurisation durable de leur cadre de vie. Les contrastes observés entre Cotonou, Bonou et Malanville rappellent que la résilience ne peut être pensée de manière uniforme. Elle se construit différemment selon les formes de peuplement, les structures économiques, les ressources sociales disponibles et la qualité des infrastructures.

Au total, les résultats plaident pour une approche plus intégrée de la gestion anticipée des inondations au Bénin, dans laquelle le renforcement du capital social doit être articulé à des investissements dans le capital physique, la protection économique et la gouvernance territoriale du risque. C'est à cette condition que la résilience sociale pourra devenir non seulement une capacité de résistance, mais aussi un véritable levier de transformation des territoires exposés.

Cet article contribue au débat scientifique en proposant une lecture critique de la résilience sociale, en mettant en évidence ses limites dans les contextes de vulnérabilité structurelle persistante.

Références bibliographiques

- ABDOU ALOU Adam, 2018, *La ville de Niamey face aux inondations fluviales : vulnérabilité et résilience des modes d'adaptation individuels et collectifs*, thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes / Université Abdou Moumouni de Niamey, 338 p.
- AHOKPOSSI Yédjinnavènan, 2018, « Analysis of the rainfall variability and change in the Republic of Benin (West Africa) », *Hydrological Sciences Journal*, vol. 63, n° 15-16, pp. 2097-2123.
- AHOANGAN Mahuti Bernice, DJABY Bakary, OZER Pierre, HOUNTONDI Yvon-Carmen, THIRY Aline et DE LONGUEVILLE Florence, 2014, « Adaptation et résilience des populations rurales face aux catastrophes naturelles en Afrique subsaharienne. Cas des inondations de 2010 dans la commune de Zagnanado, Bénin », *Presses de l'Université d'Angers*, pp. 265-278.
- BABADJIDE Charles Lambert, 2021, « Résilience des populations aux risques d'inondation dans la commune de Dangbo », *International Journal of Progressive Sciences and Technologies*, vol. 26, n° 1, pp. 413-425.
- CUTTER Susan L., BURTON Christopher G. et EMRICH Christopher T., 2010, « Disaster Resilience Indicators for Benchmarking Baseline Conditions », *Journal of Homeland Security and Emergency Management*, vol. 7, n° 1, pp. 1-22.
- DI BALDASSARRE Giuliano, NOHRSTEDT Daniel, MÅRD Johanna, BURCHARDT Steffi, ALBIN Cecilia, BONDESSON Sara, BREIN Korbinian, DEEGAN Frances, FUENTES Diana, LOPEZ Marc Girons, GRANBERG Mikael, NYBERG Lars, NYMAN Monika Rydstedt, RHODES Emma, TROLL Valentin, YOUNG Stephanie, WALCH Colin et PARKER Charles, 2018, « An Integrative Research Framework to Unravel the Interplay of Natural Hazards and Vulnerabilities », *Earth's Future*, vol. 6, n° 3, pp. 302-310.
- EVCA, 2025, *Étude de la vulnérabilité et de capacité dans les communes de Cotonou, Bonou et Malanville au Bénin*, rapport d'étude final, version août, Croix-Rouge béninoise, Porto-Novo, 61 p.
- HOUNGUE Nina Rholan, ALMORADIE Adrian Delos Santos, THIAM Sophie, KOMI Kossi, ADOUNKPÈ Julien, BEGEDOU Komi et EVERS Mariele, 2023, « Climate and Land-Use Change Impacts on Flood Hazards in the Mono River Catchment of Benin and Togo », *Sustainability*, vol. 15, n° 7, art. 5862.
- MADOU KAREMA Ary, ABDOURAHAMANE Azadine Illiassou et MAMOUDOU Moussa, 2025, « Résilience des communautés riveraines du lac Tchad face à la double pression des inondations et de l'insécurité », *Revue marocaine des sciences agronomiques et vétérinaires*, vol. 13, n° 4, pp. 361-367.
- OLAWUYI Dorcas Adewumi, GBADEGESIN Sulaiman, AJAYI Dickson Dare, OYEDELE Peter, GEIGER Daniel, SEIDEMANN Iris, GEISEMANN Pia, SANSONE Samantha, NASIR Fatimah, ANTENYI Oloche Percy, SALAKO Francis, AGADA Judith et ADAJE Patience, 2025, « Anticipatory Action in River Flooding Risk Management in Nigeria: An Assessment of Community-Level Implementation », *Journal of Flood Risk Management*, vol. 18, n° 4, pp. 1-12.
- PDNA, 2023, *Rapport d'évaluation des besoins post-catastrophes des inondations de 2023 au Bénin*, 105 p.
- PLANTE Steve, VASSEUR Liette et SANTOS SILVA Julia, 2018, « Adaptation des communautés côtières aux effets des changements climatiques sous l'angle de la résilience : lier la gouvernance locale au développement durable », *VertigO*, vol. 18, n° 2, pp. 1-28.

- RAMANANANDRO Valérie, LAZAMANANA Pierre et RANDRIANALJAONA Mahefasoa, 2024, « La résilience des ménages face à une inondation dans la commune rurale d'Andranomafana », *Revue d'études sino-africaines*, vol. 3, n° 3, pp. 24-37.
- RAZAFINDRAKOTO Jean Lucien, 2014, « Résilience des habitations aux inondations en milieu urbain : le cas d'Andohatopenaka, un quartier de la ville d'Antananarivo », *Éthique et économique*, vol. 11, n° 1, pp. 97-109.
- SMITH David, 2010, « Benin suffers worst floods since 1963 », *The Guardian*, 25 octobre 2010, <https://www.theguardian.com/world/2010/oct/25/benin-worst-floods-since-1963> (consulté le 21 mars 2026).
- TRISOS Christopher H., ADELEKAN Isaac O., TOTIN Edmond et al., 2022, « Africa », in PÖRTNER H.-O. et al. (éds.), *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 1285-1455.
- UGP-UAC (Unité de Gestion du Projet), 2024, *Rapport sur les critères de choix des communes d'intervention du projet REBUMAA*, Université d'Abomey-Calavi, 8 p.
- WANG Liang, CUI Shenghui, LI Yang, HUANG Hongjie, MANANDHAR Bandana, NITIVATTANANON Vilas, FANG Xuening et HUANG Wei, 2022, « A review of the flood management: from flood control to flood resilience », *Heliyon*, vol. 8, n° 11, art. e11763.